

**Note explicative accompagnant la proposition de modification du règlement (UE)
n° 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le
fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de
l'agriculture**

La présente note vise à préciser l'objectif et la portée de la modification qu'il est proposé d'apporter au règlement (UE) n° 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (ci-après le «règlement 1408/2013»). Elle accompagne la consultation sur la proposition qui sera ouverte jusqu'au 21 juillet 2024.

Les citoyens, les organisations et les pouvoirs publics sont invités à donner leur avis sur la modification proposée.

Les parties prenantes sont invitées à présenter leurs observations sous forme électronique et doivent indiquer clairement si leur réponse est confidentielle. Le cas échéant, une version non confidentielle de la réponse, pouvant être publiée sur le site web de la DG Concurrence, devrait également être fournie.

1. Contexte

Le soutien apporté par les aides de minimis est suffisamment faible pour que l'on puisse considérer qu'il ne fausse pas la concurrence ni n'affecte les échanges entre États membres. De ce fait, les aides de minimis sont réputées ne pas constituer des aides d'État. En raison de ce montant limité, le règlement de minimis prévoit des exemptions au contrôle des aides d'État pour ce type de soutien.

Le règlement 1408/2013 s'applique aux aides de minimis octroyées aux entreprises exerçant des activités dans la production primaire de produits agricoles. Ces dernières années, le secteur agricole européen a dû faire face à une pression inflationniste et à des prix des matières premières élevés.

Le 18 avril 2024, le Conseil européen «[a] encourag[é] [...] la Commission à poursuivre [ses] travaux [sur] la possibilité de relever le plafond des aides *de minimis* en faveur de l'agriculture».

En règle générale, la Commission révisé régulièrement les règles en matière d'aides d'État pour les adapter à la dynamique du marché intérieur. Les règles de minimis actuelles devraient expirer le 31 décembre 2027. Toutefois, compte tenu de ce qui précède, la Commission juge opportun d'anticiper leur révision.

2. Modification proposée

La modification porte sur deux points: i) les plafonds de minimis et ii) les exigences en matière de transparence.

Plafond de minimis individuel

Depuis 2019, le plafond de minimis individuel est fixé à 20 000 EUR par entreprise sur une période de trois exercices fiscaux. Les États membres peuvent opter pour un plafond plus élevé, de 25 000 EUR par entreprise sur la même période, pour autant qu'ils disposent d'un registre central des aides de minimis.

Conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la Commission peut relever les plafonds, mais uniquement dans la mesure où cela ne menace pas de fausser la concurrence et les échanges. De ce fait, le pouvoir discrétionnaire de la Commission lors de la fixation des plafonds de minimis est limité.

En conséquence, la Commission propose de porter le plafond individuel à 37 000 EUR. Ce montant est calculé en se fondant sur l'inflation réelle depuis la dernière révision du règlement, en 2019, tirée des [données d'Eurostat concernant l'IPCH](#),¹ ainsi que, dans une perspective d'avenir, sur l'inflation projetée dans les prévisions de la Commission européenne lorsqu'elles sont disponibles (années 2024 et 2025)² et sur l'objectif d'inflation de la BCE pour les années restantes jusqu'à l'expiration de la période de validité du règlement proposée (le 31 décembre 2032).

Plafond national

Le règlement 1408/2013 établit, outre le plafond de minimis individuel, un plafond cumulé pour les aides de minimis octroyées par État membre (le «plafond national»). Ce plafond est fixé à 1,25 % de la moyenne des trois valeurs les plus élevées de la production agricole annuelle au cours de la période 2012-2017. Lorsqu'un État membre dispose d'un registre central des aides de minimis, le plafond national est en revanche fixé à 1,5 % de la moyenne des trois valeurs les plus élevées de la production agricole annuelle au cours de la période 2012-2017.

Pour adapter les plafonds nationaux, la Commission propose d'étendre la période prise en compte aux fins de leur calcul, à savoir de fonder le calcul sur la période 2012-2023.

Compte tenu de l'introduction d'un registre obligatoire des aides de minimis (voir ci-dessous), la Commission propose de fixer un seuil individuel et un plafond national uniques, fondés sur la même méthodologie que celle actuellement appliquée pour calculer le plafond national dans les États membres qui disposent d'un registre central. Ainsi, il est proposé de fixer le plafond national révisé à 1,5 % de la moyenne des trois valeurs les plus élevées de la production agricole annuelle au cours de la période 2012-2023. Pour le plafond national applicable au Royaume-Uni en ce qui concerne l'Irlande du Nord, en raison de contraintes liées à la disponibilité des données, à ce stade, la période 2012-2022 est prise en compte.

Période prise en compte pour vérifier le respect des plafonds de minimis

La Commission propose d'aligner la méthodologie sur celle du règlement 2023/2832 et de calculer le montant cumulé sur trois ans, au lieu de trois exercices fiscaux comme c'est le cas actuellement.

Transparence

Pour répondre aux exigences de transparence, les États membres peuvent actuellement choisir, soit de mettre en place un registre des aides de minimis, soit d'obtenir une déclaration des bénéficiaires. Toutefois, le bilan de qualité de 2019 a révélé que ce système n'était pas

¹ Données publiées par Eurostat à l'adresse

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tec00118/default/table?lang=fr&category=t_prc.t_prc_hicp (page consultée le 3.6.2024).

² Prévisions économiques du printemps 2024 de la Commission européenne, publiées à l'adresse

https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-forecast-and-surveys/economic-forecasts/spring-2024-economic-forecast-gradual-expansion-amid-high-geopolitical-risks_en?prefLang=fr (page consultée le 3.6.2024) concernant les prévisions de l'inflation dans l'UE.

satisfaisant et qu'il pouvait être amélioré. Dans le droit-fil du règlement 2023/2831 récemment révisé, la Commission propose donc la mise en place d'un registre obligatoire. Cela permettra de renforcer la transparence pour les parties prenantes et les États membres et réduira la charge administrative qui pèse sur les entreprises qui ont actuellement recours au système de la déclaration.

3. Analyse d'impact

Le règlement (UE) 1408/2013 a fait l'objet d'une analyse d'impact en 2019. La révision actuelle se limite à des adaptations techniques: plus précisément, il s'agit d'adapter les plafonds à l'inflation et d'aligner le règlement sur la modification récemment apportée au règlement 2023/2831. Dans ce contexte, aucune analyse d'impact n'est nécessaire.